



Plus il parle, moins on l'écoute

Décidément le seul intérêt des discours de Macron, c'est de relancer la mobilisation ! Des milliers sont descendus dans la rue pour éviter d'avoir à l'écouter et exiger l'abrogation de cette loi retraite désormais promulguée. Pendant ce temps le président débitait des platitudes et quelques promesses dont nous savons déjà lesquelles seront tenues : le renforcement des effectifs militaires et policiers pour matraquer les opposants et les mesures contre les travailleurs étrangers pour détourner la colère. L'arrogance à l'état pur... mais pas si sûre d'elle-même. Eh bien nous allons lui montrer que le seul fusible désormais c'est lui !

La vraie démocratie elle est ici !

Le Conseil des neuf « sages » a validé la réforme ? Vomie par tout le monde, ils ont jugé qu'elle était constitutionnelle. Le 49.3 l'était aussi et il a mis tout le monde dans la rue.

Car comme le crient les manifestants : « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons... ! » La mobilisation contre la réforme des retraites a eu comme écho des centaines de grèves victorieuses pour les salaires. Car l'inflation qui explose, ce sont nos salaires réels qui baissent, pendant que le CAC 40 affiche 152 milliards de bénéfices net et que le salaire du patron de Stellantis, Carlos Tavares, s'élève à 64 000 euros par jour samedi et dimanche compris.

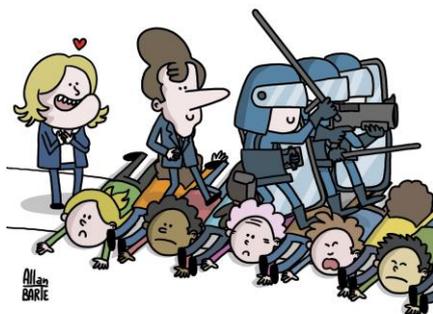
Or, depuis des semaines, les revendications démocratiques épaulent les revendications sociales. Qui sont ces gens qui prétendent imposer par des coups de force institutionnels et policiers ce que tout le monde repousse dans la rue et par la grève ? Leurs prétendus « démocratie » et « dialogue social » n'existent ni dans les entreprises ni dans leur société. Ils gouvernent à coups de matraque et lacrymo contre les manifestants, ouvriers ou lycéens, et de rangées de CRS devant le Conseil constitutionnel. Aujourd'hui que les bruits de bottes et la folie de ceux qui nous gouvernent ravivent la menace de guerre, plus que jamais leur pouvoir est inacceptable.

Ces ministres qui prétendent combattre l'extrême droite en appliquant sa politique

Cette semaine, après Gérald Darmanin, c'est Élisabeth Borne qui menace la Ligue des droits de l'homme (LDH) pour avoir dénoncé les violences policières. Malheur à ceux qui les dénoncent ! Pourtant, même le Conseil de l'Europe et la Maison-

Blanche ou le New York Times s'en émeuvent. Borne va-t-elle tous les traiter d'« islamo-gauchistes » ? Pendant que Darmanin frétille pour sa loi contre les travailleurs immigrés tout en envoyant sa police casser du manifestant, comment le gouvernement va-t-il nous faire avaler un « front républicain » contre l'extrême droite... après avoir mis en œuvre sa politique ?

LE CHEMIN DÉMOCRATIQUE



R.I.P. le RIP : continuons la mobilisation !

Le conseil constitutionnel a également invalidé le Référendum d'Initiative Partagée (RIP) proposé par les parlementaires de gauche.

Mais nous n'attendrons pas pendant des mois ou des années un RIP que la mobilisation a déjà tranché. L'intersyndicale, de son côté, a certes refusé le dialogue avec Macron... jusqu'au 3 mai, mais n'appelle à une prochaine journée que dans quinze jours,

le 1^{er} mai.

Macron déclarait en Chine que seules des minorités ont reconduit les grèves. Sauf que le soutien massif à ces minorités a créé une crise politique telle que plus personne ne veut se mouiller avec lui. Minoritaire à l'Assemblée, Macron n'a même pas eu les moyens cette semaine d'imposer un de ses favoris à l'Agence de l'environnement ni même un projet de loi sur la programmation militaire à 413 milliards d'euros de budget public. Notre force de travailleurs, c'est bien la grève ! Et le jour où nous serons nombreux à l'avoir décidée, le jour où la grève sera devenue « générale », aucun gouvernement, aucune police, ne pourra s'opposer à notre volonté.

Alors oui, mobilisés, nous le serons encore cette semaine, par les grèves, les blocages, les manifestations et dès jeudi 20 avril à l'appel de la CGT, auquel se rallie l'intersyndicale nationale de la SNCF pour une journée de « colère cheminote ». Elle devra devenir celle de la colère ouvrière de tous ceux qui ne passeront à rien d'autre tant que le gouvernement n'aura pas ravalé sa sale réforme, promulguée ou pas.

Pour des journées de la colère ouvrière !

Jeudi 20 avril, l'interfédérale SNCF appelle à une « journée de la colère cheminote ». Soyons nombreux et nombreuses en grève, à rejoindre le piquet en gare d'Austerlitz, à participer aux actions de la fin de la matinée avec les camarades des autres gares et de l'interpro et retrouvons-nous avec les jeunes de la coordination nationale étudiante en manifestation l'après-midi qui va de l'Hôtel de Ville jusqu'au Medef, le donneur d'ordres de Macron.

Un programme chargé qui montre bien que « même si Macron ne le veut pas, nous on est là ! »

Pas de nouvelle, bonne nouvelle

Les congés protocolaires approchent et toujours pas de réponse pour celles et ceux qui ont demandé le mois de juin... Alors que la réponse devrait être rendu deux mois avant. Et pour les autres congés, considérons donc qu'ils sont accordés en cas de non-réponse, quoiqu'en dise la réglementation, pas toujours très favorable pour nous. Nos vies, nos congés, valent plus que leurs profits !

La force des travailleurs, c'est la grève

Macron, en visite en Chine le 6 avril, a déclaré, bravache : « *Quel est le taux de gréviste depuis quinze jours ? Il est à un niveau historiquement très faible. [...] Qu'on n'aille pas m'expliquer que le pays est à l'arrêt...* » Derrière le mépris un double aveu : il s'inquiète des grèves et nous le ferions plier en étant plus nombreux !

On ira jusqu'à l'abrogation !

La loi est promulguée mais nous ne l'avons pas acceptée : constitutionnels ou pas, les deux ans ferme on n'en veut pas ! L'intersyndicale nationale a appelé à manifester nombreux le 1^{er} mai : oui en cette journée internationale de lutte des travailleurs, il faut que les rues débordent !

D'ici là on ne relâche pas la pression. Ce qu'un gouvernement fait, la rue peut le défaire.

Intéressés à notre propre exploitation ?

Chez Réseau, nous toucherons 600 euros d'intéressement au mois de mai. Un maigre retour d'une partie infime des fruits de notre travail. D'autant plus maigre que les primes d'intéressement ne comprennent pas de cotisations sociales. Les 600 euros, c'est tous les mois qu'il nous les faut, et sur le salaire net, avec les conséquences sur l'augmentation du brut pour financer

retraites, chômage et maladie.

Le meilleur investissement pour ces 600 euros, ce n'est pas chez Amundi mais 10 jours de grève en mai pour gagner sur nos revendications !



L'extrême-droite, un des bras armés du patronat

Des nervis d'extrême-droite, des brutes racistes néo-nazies, dans des galaxies qui orbitent autour du RN de Le Pen ont attaqué à plusieurs reprises les mobilisations contre la réforme des retraites.

A Paris une manifestation étudiante et un blocage d'université ont subi des agressions de la part d'un groupe qui s'est nommé les « Waffen Assas » en référence à la fac des droit

et aux troupes de choc hitlériennes.

A Lorient des militants syndicaux ont été braqués par des nazillons. A Perpignan, ville dirigée par le RN, un piquet de grève de postiers a été attaqué par des miliciens.

Le Pen se dit opposée à la réforme des retraites, mais ses gros bras sont des auxiliaires de la BRAV-M.

Soudan : les généraux se canardent, la population trinque

Nouveaux affrontements armés dans la capitale, Khartoum, entre les forces du général Hemeti, et celles du chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Burhan. Il y a deux ans, les deux avaient renversé le gouvernement civil qui, en 2019, avait mis fin à la dictature d'Omar el-Bechir. Les conflits entre eux se sont multipliés et la promesse de rendre le pouvoir aux civils a été sans cesse repoussée.

Pendant ce temps, la population continue de crever de faim, le Soudan se classant 170^e sur 189 dans l'indice de pauvreté du Programme des Nations unies pour le développement.

Un gouvernement de chauffards

Après avoir fait semblant de vouloir respecter une période de « convalescence », la Première ministre Elisabeth Borne a déclaré devant le conseil national de parti Renaissance : « nous sommes déterminés à accélérer » les réformes après celle des retraites. Une provocation de plus.

À trop vouloir appuyer sur le champignon, le gouvernement ne fera que rajouter du carburant à notre colère. Nos mobilisations, encore bien présentes, pourraient bien créer un carambolage des réformes et de toute cette politique au service des patrons !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :  **NPA – Etincelle SNCF Paris Sud-Ouest**

Web NouveauPartiAnticapitaliste.fr Mail contact@nouveaupartianticapitaliste.fr Imp.Spé.NPA

